



Conseil municipal du 28 septembre 2017

Délibération N°4

Intervention Mme Durlin

Le gouvernement et le président de la république, ont décidé de supprimer 46,5 millions soit 11% du budget total que l'état avait prévu pour aider les communes les plus pauvres, *politique de la ville. DSU*

Nous voyons dans le bilan qui nous est donné des actions dans les quartiers QPV de notre ville, combien les actions menées sont utiles pour nos quartiers populaires, pour aider les populations les plus en difficulté.

Cette décision pèsera lourdement sur les actions mises en place.

Alors que ces financements concourent à rétablir l'égalité républicaine, alors que depuis des années élus, associations et citoyens travaillent concrètement à cet équilibre.

Ceci va être très dommageable pour la cohésion sociale et pour les bénéficiaires de ces actions.

S'y ajoute les 13 milliards d'économie demandées aux collectivités territoriales, après les 11 milliards de monsieur Hollande et les 1,5 de monsieur Sarkozy. Quant aux exonérations sur la taxe d'habitation, elles ne serviront qu'à fragiliser davantage les finances communales sans être une réelle avancée pour le pouvoir d'achat des ménages qui, d'une manière ou d'une autre, devront payer la note.

Ces mesures imposeront des budgets qui asphyxient les collectivités territoriales et risquent, pour les collectivités cosignataires des contrats de ville, de restreindre leur participation.

Ce sont les populations les plus pauvres qui vont payer l'addition, alors que le gouvernement prévoit 12,8 milliards de cadeaux fiscaux (dont la fin de l'ISF, la fin des taxes sur les dividendes, la baisse des taxes sur le capital... et cela en faveur des plus riches.